



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination Paysanne Européenne et de Via Campesina

Bagnolet, le 09 juin 2015

Stéphane Le Foll
Ministre de l'Agriculture

LETTRE OUVERTE

Monsieur le ministre,

Nous avons lu, comme vous, dans la presse d'hier le témoignage d'un salarié de l'usine des 1000 vaches confirmé par Michel Ramery, son promoteur, qui affirme sans scrupules qu'il y a plus de 700 vaches alors que l'autorisation d'exploiter n'est que de 500 !

Vous qui n'avez de cesse de nous dire que « quel que soit le projet, il y a application des règles, de toutes les règles », vous nous voyez sidérés devant l'arrogance dont il fait preuve, revendiquant le non-respect de la loi ! Déjà, en septembre dernier, lors de l'arrivée des vaches, nous n'avions pu que constater la capacité de vos services décentralisés dans la Somme à « régulariser les irrégularités ».

Il y a donc 700 vaches au lieu de 500 dans cette usine. Monsieur le ministre, nous paysans savons bien que l'administration connaît en permanence le nombre d'animaux que nous avons sur nos fermes. Toutes les naissances et mortalités, ainsi que les entrées et sorties, doivent être impérativement déclarées sous huitaine à l'administration. En est-il autrement quand on est la 349e fortune de France ? Alors que nous avons salué votre volonté d'imposer une enquête publique pour la demande d'agrandissement du troupeau à 880 vaches, il semble que Michel Ramery n'ait besoin ni d'enquête publique, ni d'autorisation !

De la même manière, selon ce témoignage, les conditions d'élevage sont catastrophiques. Euthanasie sans vétérinaires, absence de soins et de nettoyage... C'est donc cela la ferme modèle ?

La ferme-usine des 1000 vaches gravite dans un autre monde, bien loin de la réalité des paysans. Là où, chaque jour, des éleveurs vont travailler auprès de leurs animaux, ici ils sont quelques salariés, ouvriers à la chaîne sur un roto de traite. Paysan, c'est un métier, ce sont des savoir-faire, et voilà une nouvelle démonstration que l'élevage ne peut se passer de paysans !

Monsieur le ministre, vous ne pouvez désormais plus nier l'évidence : l'industrialisation de l'agriculture conduit à des dérives inacceptables à tous points de vue. Ses promoteurs s'enrichissent sur des règles faites pour des fermes, pas pour des usines. Désormais, il est de votre devoir d'agir pour mettre fin à cette dérive, aux 1000 vaches et ailleurs. Cette usine doit fermer, et la réglementation doit empêcher d'autres usines de se développer.

Monsieur le ministre, vous ne pouvez plus fermer les yeux, il faut agir.

Laurent Pinatel, Porte-parole